L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Recevant : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 13 JUIN 1889.

PETITES ANNONCES.

DEMANDE D'EMPLOI.—Une jeune fille Française désire être employée pour une famille allant en France. S'adresser à Mme Fourcade, coin Ste Anne et Dauphine.
26 juin—3 cons

UN Louisianais désire confier la française et l'anglais dans une famille à la campagne ou de l'autre bord du lac pour ses petites filles. S'arranger personnellement avec Mme LEFEBVRE, bureaux de l'Abeille. 29mai—

A LOUER

A LOUER.—A Mandeville, six maisons avec dépendances, entièrement neuves, bien distribuées à neuf, connues comme ancien hôtel, et faisant face au lac, à un bet du wharf du "Camelia". S'adresser rue Trémé, N° 275. N. O.
15mai—4sem.

PAR LE CONSTABLE.

John Clark vs Joseph H. Weber.

DEUXIÈME COUR DE CITÉ DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.—No 11 011.—En vertu d'un writ de Sci. facias, à moi adressé par l'Honorable Cha. Lavillebeuvre, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 29 juin 1889, à midi, la propriété décrite ci-après, à savoir:

Un certain lot de terre, situé dans le quatrième district de cette ville, dans l'ilot borné par les rues Annunciation, Laurel, Dauphine et Thalie, mesurant 55 pieds 6 pouces de face à la rue Annunciation, sur 100 pieds de profondeur et de même largeur à l'arrière, étant le lot portant désignation sub. 19. Plus 29 pieds 8 pouces pris de l'arrière du dit lot, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, acquis par Jos. H. Weber de la Hibernia Insurance Company, d'après acte reçu par Soniat du Fossat, en date du 3 décembre, 1883. C. O. S. 118, folio 355.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant, sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans
29 mai—29—juin 5 12 19 26 29

Chas. Gerliet vs. J. J. Crowley.

DEUXIÈME COUR DE CITÉ DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.—No 12,020.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Charles H. Lavillebeuvre, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire intitulée et numérotée ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le MARDI 18 juin 1889, à 11 heures a. m., de la propriété suivante, à savoir:

Une jument brune de race, nommée Florine.

Saisie dans l'affaire ci-dessus ecrite et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

P. AD. PORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
6 juin—6, 13, 18.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Edward A. Boyd.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 19,410.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte final présenté par Edwin T. Merrick, Jr., exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
13 juin—13 18 22

Succession de E. S. Warnberger.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21,937.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte final rendu par Dan A. Rose, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
13 juin—13 18 22

Succession de Joseph Nunez.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 24,989.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
12juin—12 18 21

Succession de Mme N. M. Stewart.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 24,909.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Hiram Stewart et Hiram Stewart, fils, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
11juin—11 15 20 Greffier.

Dennis Clancy vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 21,438.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte présenté par Charles A. Johnson, syndic des créanciers dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
4 juin—4 9 13

Succession de John O'Meara.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 27,195.—Division E.—Attendu que Osmand O'Meara, a présenté une requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John O'Meara, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite requête.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
3juin—6 9 16 Greffier.

Succession de Charles Fabrocine.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21,896.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte final présenté par Henry Chiapella, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
4 juin—4 8 13

Succession de M. S. Caste.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 24,146.—Division F.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte final présenté par Edwin T. Merrick, Jr., exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
4 juin—4 8 13

Succession de Giovanni B. Sbarboro.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 27,114.—Division D.—Attendu que Costa Repetto, Veuve de G. B. Sbarboro, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Giovanni B. Sbarboro, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
6 juin—6.11.15 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans.

JE CERTIFIE que le 29me jour de mai 1889 jugement a été rendu en cette Cour, dans l'affaire ci-dessus intitulée, dans les chiffres suivants, à savoir:

Maggie McGinnis vs John Magendie, son époux.—No 26,919.

Par lequel Me W. E. Murphy, avocat de la demanderesse, et en fournissant à la cour bonne et satisfaisante preuve à l'appui de la demande en la plaignante, et le lui étant en faveur.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut rendu contre le défendeur le 24 mai 1878, soit maintenu et confirmé, et rendu final; et, en conséquence, qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse Maggie McGinnis et contre John Magendie, son époux, séparés de biens et aussi dissolution de la communauté de biens et de tous les droits entre la plaignante et le défendeur, et qu'il le défendeur paie les frais.

Jugement rendu le 29 mai 1889.

Jugement signé le 4 juin 1889.

Signé, ALBERT VOORHIES,
Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et le sceau de dite cour dans la ville de la Nlle-Orléans, le 7me jour de juin de l'an de Notre Seigneur Mil Huit-Cent-Quatre-Vingt-Neuf.

CHAS. H. RAMBIN, Député-Greffier.
8 juin—3f en 10 j

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Wm Vegee vs ses créanciers.—No 27,024. Division B.—Avis est donné par le présent que le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
3juin—6 9 16 Greffier.

Succession de William Vegee.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Wm Vegee vs ses créanciers.—No 27,024. Division B.—Attendu que Clarence O. Wilcox, comme syndic des créanciers de feu William Vegee, a présenté un rapport final et un compte final de son administration de la dite succession, ensemble une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la dite succession, et qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Henry E. Rer, notaire en et pour la Nlle-Orléans, le 18 rue Carondelet, le lundi 22me jour de juin 1889, à 11 heures a. m., à l'effet d'élire un syndic et de voter pour ou contre l'homologation du dit rapport final, ainsi que pour voter et déterminer sur toutes autres matières qui peuvent y être soumises et que les dits créanciers soient par ce moyen requis de comparaître en personne et les lieux du dit pétitionnaire soient pendant ce temps suspendues, et que copie de la dite requête et de cette ordonnance soit publiée pendant quinze jours dans le journal "L'Abeille de la Nouvelle-Orléans," conformément à la loi.

Nouvelle-Orléans, 3 juin 1889.

Signé, JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4juin—3f en 10 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Ordre de Cour.—Que la session de propriété du pétitionnaire William T. Blakemore soit tenue et convoquée pardevant Henry E. Rer, notaire public en et pour la Nlle-Orléans, le 18 rue Carondelet, le lundi 22me jour de juin 1889, à 11 heures a. m., à l'effet d'élire un syndic et de voter pour ou contre l'homologation du dit rapport final, ainsi que pour voter et déterminer sur toutes autres matières qui peuvent y être soumises et que les dits créanciers soient par ce moyen requis de comparaître en personne et les lieux du dit pétitionnaire soient pendant ce temps suspendues, et que copie de la dite requête et de cette ordonnance soit publiée pendant quinze jours dans le journal "L'Abeille de la Nouvelle-Orléans," conformément à la loi.

Nouvelle-Orléans, 3 juin 1889.

Signé, JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4juin—3f en 10 j

ATTRAIT SANS PRECEDENT!
PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.
L. S. L.
Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane
Incorporée par la Législature pour un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.
Le chiffre de la Compagnie a été ratifié, par un vote populaire énorme, et restera par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre, 1879.
Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels (Janvier, Avril, Juillet et Octobre) ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.
Nous déclarons, par la présente, que nous prenons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnent l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.
TIRAGE SEMESTRIEL,
—AU—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 18 JUIN 1889
GROS LOT: $600,000
100,000 Billets à $40; Demi-Billet, $20; Quart de Billet, $10; Huitième de Billet, $5; Vingtième de Billet, $2; Quarantième de Billet, $1 00.
LISTE DES LOTS:
1 Lot de...$600,000, soit $600,000
1 Lot de... 200,000, ... 200,000
1 Lot de... 100,000, ... 100,000
2 Lot de... 50,000, ... 100,000
5 Lot de... 20,000, ... 100,000
10 Lot de... 10,000, ... 100,000
25 Lots de... 2,000, ... 50,000
100 Lots de... 800 80,000
300 Lots de... 600, ... 180,000
300 Lots de... 400, ... 200,000
PRIX D'APPROXIMATION:
100 Lots de $1,000, soit..... $100,000
100 Lots de... $800, ... 80,000
100 Lots de: $400, ... 40,000
PRIX TERMINAUX.
999 Lots de $300, soit..... $199,800
999 Lots de $200, ... 199,800
2,144 Lots se montant à....$819,159,600
On demande des agents partout.
Pour les prix à payer par les Clubs, ou pour tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser en envoyant. Votre écriture devra être distincte, et le plus explicite possible. On fera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein.
IMPORTANT.
Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres enlistées. Monnaie courante par l'Express.
S'adresser à
M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lpe.
Nous payons les frais sur l'argent
Envoyé à nous par l'Express sur des montants de $5 et au-dessus
Adresser vos lettres enregistrées à
La New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'une magnifique maison de résidence, portant le No 116 de la rue Colomba, avec grands terrains, etc., dans le Troisième District.

Eureka Homestead Society vs. Jules V. Charpentier.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 26,414.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 15 juin 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Les deux certains lots de terre, avec les améliorations qui s'y trouvent, situés dans la Troisième District de cette ville, sur la rue Colombus, entre les rues Ste Anne et Robertson, sur un plan de E. Surgi, en date du 10 avril 1849, déposé en l'étude de Cyprien C. Lafarelle, ancien notaire de cette ville; lequel terrain mesure, au pied américain, cinquante pieds de front sur Colombus, sur cent cinquante-sept pieds cinq pouces et quatre lignes de profondeur entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
27mai—27—juin3 10 17 24 29

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Charles Segory vs. Henry Meyer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,942.—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, à la vente à l'enchère publique, aux portes de la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 15 juin 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Deux terrains, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, passages, privilèges qui y appartiennent en quelque sorte, situés dans le troisième District de cette ville, désignés par les Nos deux et trois du carré No dix-neuf, lequel est compris entre les rues Roman, Marigny, Bons-Enfants et Piétonnier, d'après un plan de John Schreiber, le 16 janvier 1837, déposé en l'étude de A. Ducatel, notaire, ensemble le plein droit de passage sur la rue Roman, terrains mesurant, chacun, vingt-cinq pieds de façade à la dite rue Amour et cent quarante-cinq pieds de profondeur, entre lignes parallèles et égales.

Acquis par feu Henry Meyer, par achat de la succession de François Negron, par acte pardevant Amédée Ducatel, notaire, le 19 décembre 1872.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
27mai—27—3,10,17,24,29 juin.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Bertrande Cercint, épouse de Germain Journée, vs. son mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,197.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 13 juillet 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'ilot borné par les rues Dumaine, Villars, St-Philippe et Robertson, désigné par le No 3 sur un plan de Jacques Villé, en date du 2 juin—3 janvier 1846, et déposé à l'étude de Charles Boudousquié, ancien notaire; le dit lot mesure au pied américain trente-deux pieds plus ou moins de face à la rue Dumaine, sur une profondeur de quatre-vingt-seize pieds, deux pouces et trois lignes plus ou moins, entre lignes parallèles. Ledite propriété en communauté a été achetée par le défunt Alfred Marchand, par acte passé pardevant Amédée Ducatel, notaire, le 6 mars 1872, et enregistré au Bureau des transferts d'Orléans, Livre 100, folio 684.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
11 juin—11,12,13

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs. Leonville.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 26,820.—En vertu d'un ordre de vente daté du 11 juin 1889 à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 15 juin 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain, situé dans le faubourg Washington, Troisième District de cette ville, borné par la rue Dauphine, Mandeville, Marais et Conti, mesurant cent pieds de front sur la rue Dauphine sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles; le tout avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
11 juin—11,12,13

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Alice J. Ford vs J. A. Mallon, son mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,838.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 15 juin 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, carré No 379 borné par les rues Ste Anne, Dumaine, Roman et Claiborne, mesurant 300 pieds de face sur chacune des dites rues sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds trois-quarts d'une ligne, plus ou moins, entre lignes parallèles; le dit terrain étant le même qui a été acquis par Mme Alice J. Mallon de la succession de Conrade, par acte pardevant Amédée Ducatel, notaire, le 2 mai 1885, enregistré au bureau de transfert, livre 123, folio 94.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, sur les lieux.

CHAS. W. BROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
11 juin—11,12,13

ANNONCE JUDICIAIRE.

John T. Michel vs. C. H. W. Copeland.

QUATRIÈME COUR DE CITÉ de la Nlle-Orléans.—No 10,445.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable E. H. Mary Jr. juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente à l'encan, en face de la maison de cour, à midi, le MARDI, 18 juin 1889, à midi, de la propriété suivante, à savoir:

Tous les droits, titres et intérêts du défendant en cette affaire, C. H. W. Copeland, dans le procès maintenant pendant devant la Cour Civile de District de la Paroisse d'Orléans, No 24,804, de C. H. W. Copeland vs. Wm. Brand et autres.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. F. MICHEL,
Constable de la Quatrième Cour de Cité.
8 juin—8 13 18

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Mme E. L. Hoyle vs. ses créanciers.—No 27,164. Division A. Cour de Cour.—Que la session de propriété du pétitionnaire, Mme E. L. Hoyle épouse de W. D. Hoyle, soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et qu'une assemblée de ces derniers soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gayley notaire public, au bureau de No 67 rue de Conti, dans cette ville, LUNDI, le 8me jour de juillet 1889, à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires de la pétitionnaire, et pour le syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient lui être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de la pétitionnaire soient suspendues, que Hon. C. Elliott Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 4 juin 1889

(Signé) THOS. G. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme:
JAS D RANKIN, Député Greffier.
4 juin—4, 8, 13.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 27,207.—Mme T. Blakemore vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la session de propriété du pétitionnaire William T. Blakemore soit tenue et convoquée pardevant Henry E. Rer, notaire public en et pour la Nlle-Orléans, le 18 rue Carondelet, le LUNDI, 22me jour de juin 1889, à 11 heures a. m., à l'effet d'élire un syndic et de voter pour ou contre l'homologation du dit rapport final, ainsi que pour voter et déterminer sur toutes autres matières qui peuvent y être soumises et que les dits créanciers soient par ce moyen requis de comparaître en personne et les lieux du dit pétitionnaire soient pendant ce temps suspendues, et que copie de la dite requête et de cette ordonnance soit publiée pendant quinze jours dans le journal "L'Abeille de la Nouvelle-Orléans," conformément à la loi.

Nouvelle-Orléans, 3 juin 1889.

Signé, JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14mai—3f en 13 juin.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 27,175.—Division C. Savory & Co. vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une assemblée des créanciers de la dite raison commerciale, soit tenue et convoquée pardevant Henry J. Rhodes, notaire, en son bureau No 22 rue Carondelet, en la Nlle-Orléans, Louisiane, LUNDI, le 8ème jour de juillet 1889, à 11 heures a. m., dans le but de considérer et de déterminer sur l'homologation du rapport final, pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits Savory & Co. soient suspendues, et que Bernard McCluskey, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créancis absents.

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1889.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS D. RANKIN, Député Greffier.
6 juin—6 13 20 27—5 juil

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Mme E. L. Hoyle vs. ses créanciers.—No 27,164. Division A. Cour de Cour.—Que la session de propriété du pétitionnaire, Mme E. L. Hoyle épouse de W. D. Hoyle, soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et qu'une assemblée de ces derniers soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gayley notaire public, au bureau No 67 rue de Conti, dans cette ville, LUNDI, le 8me jour de juillet 1889, à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires de la pétitionnaire, et pour le syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient lui être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de la pétitionnaire soient suspendues, que Hon. C. Elliott Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 4 juin 1889

(Signé) THOS. G. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme:
JAS D. RANKIN, Député-Greffier.
4 juin—4, 8, 13.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la